

Questions orales

les supprimer toutes et de les remplacer par une taxe juste et équitable comme la TPS.

M. Joseph Volpe (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, la réponse était inacceptable mercredi dernier et elle l'est encore aujourd'hui.

En fait, ces changements d'interprétation ont un effet contraire à celui que leur prêtent le ministre des Finances et le ministère de la Justice. Ils ont représenté pour les fabricants une aubaine d'environ 154 millions de dollars en moyenne par année, au cours des cinq dernières années. En annonçant ces changements par une note de service interne distribuée à quelques privilégiés, le ministre du Revenu national a détourné 770 millions de dollars vers les fabricants aux dépens des consommateurs depuis 1985-1986.

Quelle garantie le ministre peut-il donner à la Chambre que les remboursements de TPS dus aux consommateurs n'aboutiront pas dans les mêmes poches que sous l'ancien système?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, il est évident que le député n'a pas bien étudié la taxe sur les ventes des fabricants qui était bonne pour la poubelle depuis longtemps ni la TPS qui l'a remplacée.

Je peux assurer au député et à la Chambre que le projet de loi qui a remplacé la taxe sur les ventes des fabricants dépassée et injuste par la taxe sur les produits et services ne comportera pas les dispositions qu'il a mentionnées et dont la taxe sur les ventes des fabricants était assortie.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État à l'Agriculture. Un groupe spécial binational de règlement des différends, créé en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, vient d'examiner sous l'angle des subventions les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur les exportations canadiennes de porc frais, réfrigéré et surgelé.

Est-ce que le ministre peut nous dire si la Commission du commerce international des États-Unis peut renverser sa décision du 12 février dernier et revenir sur ses conclusions selon lesquelles les importations de viande de porc du Canada constituaient une menace pour l'industrie des États-Unis?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, cette question soulevée par mon collègue revêt une importance particulière pour les exportateurs de porc. On sait que le Canada, au cours des dernières années, a défendu avec acharnement la position canadienne. Et lorsque nous avons obtenu, dans l'Accord de libre-échange, une clause spécifique qui permettait, à la fois aux Américains et aux Canadiens, de pouvoir avoir accès à un tribunal binational pour régler les différends entre les deux pays, ce fut là une occasion en or d'aider et de rendre justice à nos producteurs. Et j'ose espérer que la décision qui a été rendue et qui est favorable au Canada et aux producteurs canadiens qui ont, en passant, un produit excellent, sera maintenue, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

LES FORÊTS

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, un des principaux irritants commerciaux entre le Canada et les États-Unis est le Protocole d'entente concernant la taxe sur le bois d'oeuvre.

En Colombie-Britannique et dans le nord de l'Ontario, des milliers d'emplois en foresterie ont été perdus à cause de cette entente. La souveraineté du Canada a été gravement minée parce que le gouvernement a confié aux États-Unis le soin d'établir la politique forestière.

J'adresse ma question au premier ministre et j'espère qu'il y répondra, pour montrer qu'il se soucie des travailleurs forestiers de tout le Canada. Le premier ministre a-t-il répondu à la lettre du premier ministre Rae, qui lui demandait de former une vaste coalition pour lutter contre le protocole d'entente? Soulèvera-t-il cette question auprès du président Bush au cours de la visite de ce dernier au Canada demain?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, quiconque se tient au courant de l'actualité ou lit les journaux sait que j'ai rencontré le premier ministre Rae au cours des deux dernières semaines pour m'entretenir de cette même question avec lui. Le premier ministre Rae et moi sommes copain copain. Même s'il a détruit mon budget, je suis toujours copain copain avec lui au sujet du protocole d'entente.

Nous sommes en train de discuter de cette question avec les provinces. Je ne me suis pas encore entretenu avec certaines gens des provinces de l'Atlantique, dont l'opinion à cet égard est différente, mais lorsque ce processus sera terminé, je consulterai le gouvernement et prendrai les mesures qui s'imposent.